

En Europe, deux logiques s'affrontent

Fe HEBDO n° 2958 - 6-10-10

D'un côté, des travailleurs qui rejettent les plans d'austérité. De l'autre, des commissaires européens qui veulent durcir les sanctions contre les pays jugés trop endettés. Le bras de fer est engagé.

Après celle des travailleurs espagnols (*lire ci-dessous*), une nouvelle grève générale se profile, cette fois au Portugal. Le 1^{er} octobre, la CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais) a lancé un appel pour le 24 novembre, contre le nouveau budget d'austérité 2011 annoncé par le gouvernement le 29 septembre. L'UGTP (Union générale des travailleurs portugais) s'est déclarée prête pour une action commune. Un budget présenté sous la pression de Bruxelles qui, le jour même, alors que le Conseil des ministres portugais se réunissait, appelait Lisbonne à «annoncer très rapidement un budget solide et crédible», afin de «ne pas décevoir ses partenaires de la zone euro et les marchés financiers». Résultat: une baisse de 5% de la masse salariale de la fonction publique, une hausse de deux points de la TVA de 21 à 23%, une diminution du revenu minimum d'insertion, la suppression des allocations familiales pour les revenus les plus «élevés», ainsi que le gel des pensions pour les retraités.

Espagne, Portugal... deux exemples parmi tant d'autres. Les plans d'austérité s'accumulent et se ressemblent dans les différents États de l'Union européenne. Au point que la Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé à une journée de mobilisation



le 29 septembre, dont le point d'orgue a été une manifestation à Bruxelles à laquelle, a-t-elle annoncé, ont participé 100 000 salariés venus de toute l'Europe. «Cette journée est un grand succès pour les travailleurs européens et un signal clair pour les dirigeants européens: vous ne pouvez plus seulement écouter les marchés, vous ne pouvez plus ne pas écouter la colère et l'inquiétude des salariés», a notamment déclaré John Monks, Secrétaire général de la CES.

PENDANT CE TEMPS, LES ÉTATS SAUVENT LES BANQUES

Mais, visiblement, le bras de fer ne fait que commencer. Au moment même où se déroulait la grève générale en Espagne et l'euro-manifestation à Bruxelles, la Commission européenne se réunissait pour mettre au point une série de propositions visant à

durcir la discipline budgétaire pour les pays de la zone euro. Avec le soutien affiché de la Banque centrale européenne (BCE), les commissaires européens veulent pouvoir anticiper les politiques budgétaires des États. Actuellement, les États ont l'obligation de contenir leur déficit et leur dette respectivement en deçà de la barre de 3% et de 60% du PIB (Produit intérieur brut). Désor-

mais, l'évolution des dépenses publiques serait contrôlée en amont, sur la base d'un nouveau critère: celles-ci devraient rester inférieures aux «prévisions prudentes», c'est-à-dire les plus pessimistes, de leur croissance économique. Faute de quoi, un pays pourrait se voir imposer des sanctions financières. Bruxelles veut également rendre les sanctions plus automatiques. «Quand il faut payer les intérêts de la dette, on ne peut pas payer les politiques sociales», s'est justifié José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne. Mais qui est responsable de l'endettement des États? En Irlande, le déficit et la dette vont s'envoler cette année à 32% et 98,6% du PIB, en raison du soutien financier apporté par l'État aux banques, expliquait le ministre des Finances, Brian Lenihan, le 30 septembre. Un soutien qui va représenter à lui seul 20% du PIB.